



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/1996/L.26
21 août 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-huitième session
Point 13 de l'ordre du jour

LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES, CONDITION ESSENTIELLE DE LA JOUISSANCE
DES DROITS DE L'HOMME, PAR-DESSUS TOUT DU DROIT A LA VIE

M. Ali Khan, M. Bengoa, M. Bossuyt, Mme Daes, M. Diaz, M. El-Hajjé,
M. Fix, M. Guissé, M. Hatano, M. Joinet, M. Khalil, M. Lindgren,
M. Maxim, Mme Mbonu, M. Mehedi, Mme Palley, Mme Warzazi,
Mme McDougall et M. Yimer : projet de décision

1996/... Effets traumatisants des mines terrestres antipersonnel

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités,

Considérant que les mines terrestres antipersonnel sont un instrument
majeur de graves violations des droits de l'homme, en particulier le droit à
la vie,

Rappelant sa résolution 1995/24, du 24 août 1996, dans laquelle elle
s'est prononcée pour l'interdiction totale de la production, de la
commercialisation et de l'utilisation des mines terrestres antipersonnel,

Soulignant qu'il est urgent que la Sous-Commission assure le suivi de
cette question afin de garantir le plein respect et l'application de toutes
les conventions, de tous les protocoles et de toutes les résolutions
pertinentes,

GE.96-13561 (F)

Se félicitant de l'initiative de l'Organisation des Etats américains qui a demandé, en juin 1996, que soit créée une zone exempte de mines antipersonnel dans les Amériques,

Notant avec satisfaction que le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine a invité instamment les organisations sous-régionales du continent à prendre des initiatives visant l'interdiction des mines terrestres antipersonnel à l'appui de l'engagement pris par l'Organisation de l'unité africaine concernant l'interdiction complète des mines terrestres,

Prenant note par ailleurs avec satisfaction de l'appel lancé par le Parlement européen à tous les Etats Membres le 13 mai 1996, pour qu'ils interdisent unilatéralement la production des mines terrestres antipersonnel et détruisent les stocks existants,

Se félicitant de l'initiative prise par le Gouvernement canadien d'organiser une conférence internationale à Ottawa, à l'automne 1996, rassemblant les 40 Etats au moins qui sont favorables à une interdiction générale des mines antipersonnel, pour examiner les mesures qui, à court et moyen terme, permettront d'y parvenir,

Regrettant les résultats auxquels a abouti la Conférence des Parties chargées de l'examen de la Convention sur certaines armes classiques, tenue à Genève en mai 1996, en ce qui concerne la distinction qui a été faite entre les mines "intelligentes" et les mines "bêtes" et le délai de neuf ans donné aux Etats pour commencer à produire uniquement des mines dites "intelligentes",

Gravement préoccupée par la violation constante du droit à la vie et à la sécurité des personnes, en particulier les groupes vulnérables de civils tels que les paysans, les peuples autochtones et les enfants, qu'entraîne l'emploi de mines terrestres antipersonnel,

Tenant compte de ce que les mines terrestres antipersonnel tuent, mutilent, provoquent des dégâts psychologiques et ont des effets sur les plans économique et environnemental,

Exprimant l'espoir que les actions des Nations Unies en vue du déminage aboutiront, dans un avenir proche, à l'élimination totale et définitive de ce fléau que sont les mines terrestres non explosées,

Regrettant que les fonds manquent pour perfectionner les techniques de déminage et augmenter les programmes de rééducation des victimes des mines antipersonnel,

1. Réaffirme son soutien en faveur d'une interdiction complète de la production, de la commercialisation et de l'emploi des mines terrestres antipersonnel comme moyen de protéger le droit à la vie;
2. Invite instamment les Etats qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier la Convention sur certaines armes classiques et les protocoles s'y rapportant;
3. Invite instamment tous les Etats à modifier, le cas échéant, leur législation afin d'interdire la production des mines terrestres antipersonnel dans leurs territoires ainsi que leur commercialisation et leur emploi dans et à partir de leurs territoires;
4. Estime que la date de la prochaine Conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques, prévue pour 2001, est trop éloignée compte tenu de la situation actuelle en ce qui concerne cette question qui appelle une solution urgente;
5. Prie à nouveau les gouvernements et la communauté internationale de mener une politique d'information, de prévention, de rééducation et de réinsertion des victimes des mines antipersonnel, en particulier les enfants, et de prendre les mesures économiques et sociales jugées nécessaires à cette fin;
6. Encourage à nouveau les gouvernements, les organisations et les particuliers qui peuvent le faire à répondre favorablement à la demande de contributions volontaires au programme des Nations Unies d'assistance au déminage, si possible sur une base régulière;
7. Prie le Secrétaire général de transmettre à tous les gouvernements l'appel de la Sous-Commission en faveur des contributions volontaires au programme d'assistance au déminage et au Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance au déminage de novembre 1994;
8. Décide d'examiner cette question à sa quarante-neuvième session au titre du même point de l'ordre du jour afin d'assurer le suivi nécessaire dans le cadre de la pleine jouissance des droits de l'homme et du renforcement du droit international humanitaire.
